



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**UTEP de Vannes**

**Aménagement des vestiaires et bureaux**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**24 juillet 2025 à 12:30**

**Golfe du Morbihan - Vannes agglomération**

Service Commande Publique

PIBS 2














30 rue Alfred Kastler

CS 70206

56006 VANNES CEDEX

Tél : 02 97 68 33 83

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	UTEP de Vannes - Aménagement des vestiaires et bureaux
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	10
	<b>Délai de validité des offres</b>	4 mois
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Lots 2, 3 et 6
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Négociation</b>	Avec
	<b>Visite sur site</b>	Visite facultative

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2.5 - Développement durable.....	6
3 - Les intervenants.....	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.3 - Contrôle technique.....	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat .....	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	7
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
5 - Contenu du dossier de consultation.....	7
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 - Visites sur site.....	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
7.1 - Transmission électronique.....	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	11
8 - Examen des candidatures et des offres .....	11
8.1 - Sélection des candidatures.....	11
8.2 - Attribution des marchés.....	11
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	13
9 - Renseignements complémentaires.....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
9.2 - Procédures de recours.....	14

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne le marché suivant :

**UTEP de Vannes - Aménagement des vestiaires et bureaux**

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 10 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Voirie et réseaux divers
02	Démolitions - Curage - Gros oeuvre - Ravalement
03	Charpente bois - Couverture
04	Menuiseries extérieures
05	Cloisons - Doublages - Plafonds
06	Menuiseries intérieures
07	Revêtements de sols - Faïences
08	Peinture - Revêtements muraux
09	Chauffage - Ventilation - Plomberie
10	Electricité

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre une offre pour un ou plusieurs lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45212230-7	Installation de vestiaires

Lot(s)	Code principal	Description
01	45112500-0	Travaux de terrassement
	45232410-9	Travaux d'assainissement
02	45111100-9	Travaux de démolition
	45223220-4	Travaux de gros œuvre
03	45422000-1	Travaux de charpenterie
	45261210-9	Travaux de couverture
04	45421000-4	Travaux de menuiserie
05	45421141-4	Travaux de cloisonnement
06	45421150-0	Travaux d'installation de menuiseries non métalliques
07	45432100-5	Travaux de pose de revêtements de sols
08	45442100-8	Travaux de peinture
09	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
	45332400-7	Travaux d'installation d'appareils sanitaires
10	45311200-2	Travaux d'installations électriques

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Description
02	PSE1	Dépose complète de la cheminée et du doublage en pierre
03	PSE2	Remplacement des gouttières
03	PSE3	Remplacement des descentes d'eaux pluviales
06	PSE4	Aménagement intérieur des placards

**L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.**

## **2.5 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## **3 - Les intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement de maîtrise d'œuvre suivant :

➤ **SAS SUPER 5 ARCHITECTE**

Place Albert Einstein  
Le Prisme  
CP 17  
CS 72001  
56038 VANNES CEDEX

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Missions ESQ / AVP / PRO / ACT / VISA / DET / AOR / DET / OPC / AOR

➤ **SIO SARL : BE Techniques tous corps d'état**

Centre d'Affaires Le Bignon  
Bât 3  
BP 90213  
35202 RENNES CEDEX 2

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Missions ESQ / AVP / PRO / ACT / VISA / DET / AOR / DET / OPC / AOR

### **3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### **3.3 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION**

1 Place Zaha Hadid  
92400 COURBEVOIE

Les missions de contrôle technique sont les suivantes : HAND (att) - LE - LP - STI - VIEL

### **3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

#### **SOCOTEC CONSTRUCTION SAS**

1B, rue Marguerite Perey

56890 PLESCOP

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

La durée du contrat est fixée au CCAP.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

1. Le règlement de la consultation (RC)
2. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (1 par lot)
3. La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) (1 par lot)
4. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
5. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : CCTP 0 + 1 CCTP par lot
6. Les pièces graphiques
7. Le rapport du contrôleur technique
8. Le rapport PGC
9. Les rapports amiante et plomb avant travaux
10. Le dossier PC
11. Les DT
12. Le planning prévisionnel d'exécution
13. Autres : Déclaration sur l'honneur - DC1 - DC2 - DC4

Le DCE est accessible uniquement sur la plateforme de dématérialisation MEGALIS à l'adresse suivante <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

*Le candidat est invité à s'identifier sur la plateforme au moment du téléchargement du DCE s'il souhaite être informé des modifications qui pourraient être apportées au DCE. Il est donc vivement conseillé de s'identifier et de fournir une adresse mail valide et usuelle.*

*Par ailleurs, tous les échanges en cours de procédure se font via la plateforme de dématérialisation. L'adresse mail indiquée par le candidat sera aussi utilisée lors de demandes de complément d'information, lors de la phase de négociation le cas échéant, lors de la notification des rejets ou la notification du marché.*

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **6 - Présentation des candidatures et des offres**

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **6.1 - Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels



Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

- Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat
Le planning et phasage

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est préconisée pour une parfaite connaissance du site.

Les candidats auront ainsi une connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des prestations à réaliser.

Aucun candidat ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Prendre RV au préalable avec Maylis HAMELIN par courriel à l'adresse [m.hamelin@gmvagglo.bzh](mailto:m.hamelin@gmvagglo.bzh)

Nota : aucune information ne sera donnée sur le dossier lors de cette visite. Les candidats pourront poser des questions en cours de procédure via la plateforme MEGALIS.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est **obligatoirement** effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse indiquée en page de garde de ce présent règlement.

Il convient d'indiquer les mentions suivantes :

**Copie de sauvegarde à l'attention du Service Commande Publique**

**Marché n° 2025-040**

**Lot n° .....**

**Ne pas ouvrir**

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie papier n'est plus autorisée depuis le 1er octobre 2018.

# 8 - Examen des candidatures et des offres

## 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée préalablement à l'engagement d'une éventuelle négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation.

En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0 %
2-Valeur technique	50.0 %
3-Valorisation du chantier en matière de développement durable	10.0 %



### **Prix des prestations : 40 %(affectation d'une note sur 40 pts)**

Formule de calcul de la « note Prix » :

$(\text{Pondération} \times \text{montant de l'offre la moins disante}) / \text{montant de l'offre analysée}$

Analyse du prix sur la base de la DPGF



## **Moyens et méthodologie spécifiques à ce chantier : 50 % (affectation d'une note sur 50 pts)**

Le critère « Moyens et méthodologie » sera apprécié globalement au regard du mémoire justificatif du candidat et comprenant notamment les éléments de réponse ci-dessous :

### **1/ Pertinence des moyens humains et matériels sur le chantier / capacité de l'entreprise à réaliser le chantier : 10 pts**

- 1- Moyens humains et matériels alloués spécifiquement au projet - (5 pts)
  - Responsable étude avec nombre et qualifications
  - Modalité de réalisation des plans (logiciel, temporalité...)
  - Responsable/conducteur de travaux avec nombre et qualifications
  - Chef d'équipe/Ouvriers avec nombre et qualifications.
  - Liste des matériels alloués spécifiquement au chantier (outils, véhicules, etc...)
- 2- Capacité de l'entreprise à réaliser le chantier - (5 pts)
  - Expérience de chantier similaire réalisé par l'entreprise datant de moins de 5 ans (similaire en taille, montant de travaux / complexité de travaux / durée d'intervention).

### **2/ Méthodologie sur le chantier : 30 pts**

Méthodologie d'étude et mode opératoire de réalisation spécifique à ce chantier - Détail sur méthodologie d'approvisionnement

### **3/ Délais d'exécution et phasage : 10 pts**

- Pertinence du planning proposé afin de respecter les délais de travaux et délais de livraison – phasage
- Optimisation des délais de réalisation par une proposition d'organisation et méthodologie spécifique à ce chantier (planning DCE signé à fournir en complément)
  - Décomposition des tâches et ressources associées pour les respecter



## **Valorisation du chantier en matière de développement durable : 10 % (affectation d'une note sur 10 pts)**

Le critère « Valorisation du chantier en matière de développement durable » sera apprécié globalement au regard du mémoire justificatif du candidat et comprenant notamment les éléments de réponse ci-dessous :

### **1/ Qualité, sécurité du chantier : 5 points**

Qualité de chantier, mesures pour la sécurité du chantier et insertion sociale

- Protocole de formation et d'information du personnel sur les risques et leur gestion dans le cadre de l'exécution de ce marché
- Moyen mis en place pour assurer la sécurité de ce chantier, objet de la présente consultation, du personnel et de son environnement.

### **2/ Gestion durable du chantier : 5 points**

Valorisation du chantier en matière de développement durable. Protection environnementale du chantier, limitation des nuisances et gestion des déchets –

- Limitation des nuisances (sonores, Qualité de l'air et gestion de la poussière, Limitations des consommations d'eau et d'électricité, Gestion de la pollution des sols (rejet d'eau, stockage, etc...)
- Protocole de traitements des déchets, notamment les déchets dangereux/recyclage/revalorisation des matériaux - politique de recyclage de l'entreprise et présentation du modèle d'économie circulaire

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation peut porter sur l'ensemble des éléments techniques et financiers de l'offre des candidats admis à négocier.

Elle s'organise de la manière suivante : échanges via la plateforme MEGALIS ainsi que le cas échéant, réunion(s) de négociations dans les locaux de la collectivité. Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu.

Toute évolution technique ou financière d'une offre intervenant en cours de négociation a une valeur contractuelle et sera formalisée dans un nouvel acte d'engagement et/ou additif à l'offre technique du candidat.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 4 jours.

**La signature de l'acte d'engagement vaudra acceptation de toutes les autres pièces du marché.**

**La signature électronique n'étant pas encore obligatoire, la collectivité ne souhaite donc pas l'imposer aux candidats.**

**Tous les échanges se feront obligatoirement par voie dématérialisée pendant la procédure de passation du marché.**

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le DCE après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal Administratif de Rennes**

3 Contour de la Motte - CS 44416

35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Rennes.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Tribunal Administratif de Rennes.